

NOTE D'INFORMATION

LA MINUSCA POURSUIT SON APPUI A L'EXTENSION DE L'AUTORITE DE L'ETAT ET AU RENFORCEMENT DE L'ETAT DE DROIT EN RCA

Bangui, 19 septembre 2018 –A la veille d'un nouveau mandat en novembre prochain, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) continue sa contribution à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'Etat et au renforcement de l'Etat de droit dans le pays. « La MINUSCA appuie le gouvernement centrafricain à fournir aux populations les services publics et les infrastructures de base sur l'ensemble du territoire ... avec pour objectif de doter le pays d'administrations locales modernes, efficaces, éthiques et redevables aux populations. Ces services de base y compris ceux relatifs à l'éducation, la santé, la sécurité, la justice, l'accès à l'eau et l'assainissement, etc.... représentent des dividendes tangibles de la paix pour les communautés affectées par le conflit », a indiqué la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Najat Rochdi, responsable du pilier « Extension de l'autorité de l'Etat et Etat de droit » de la MINUSCA.

Outre la restauration de l'autorité de l'Etat, ce pilier couvre les affaires judiciaires et pénitentiaires, les affaires civiles, les affaires humanitaires ainsi que le relèvement et la consolidation de la paix. « Le travail de ce pilier est fondamental car il répond aux préoccupations légitimes des Centrafricains : des services de l'Etat présents et fonctionnels sur l'ensemble du territoire, réduire et contenir les conflits communautaires, améliorer la cohésion sociale et le vivre ensemble, en finir avec l'impunité, la coordination civilo-militaire et amorcer le relèvement économique et le rétablissement du contrat social », a souligné la Représentante spéciale adjointe.

Lors de la conférence de presse, la Représentante spéciale adjointe a rappelé la contribution de la MINUSCA notamment le redéploiement de plus de 750 fonctionnaires et agents de l'Etat, y compris les Préfets, les Sous-Préfets et les enseignants, sur l'ensemble du territoire depuis 2017 ainsi que le renforcement des capacités en gestion des 16 préfets et 71 sous-préfets, en coordination avec le PNUD et le système des Nations Unies. « C'est le cas par exemple des cinq nouveaux préfets des préfectures de la Nana-Mambéré, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, Mbomou et de la Basse-Kotto qui prendront part à Sibut

l'Administration territoriale avec notre appui », a-t-elle dit.

Selon cette haute responsable, les Nations Unies ont également répondu à l'appel des Centrafricains « en s'engageant au côté du Gouvernement pour le renforcement du système judiciaire, du système pénitentiaire et la mise en place de la Cour pénale spéciale (CPS) » afin de lutter contre l'impunité. « Concernant la CPS, la mise en place de cette Cour a atteint une phase très avancée grâce à l'engagement du Gouvernement et l'appui de la MINUSCA (à travers la section Justice et Affaires Pénitentiaires) et du PNUD. Les magistrats, officiers de police judiciaire, greffiers et autres membres du personnel d'appui sont tous installés et ont entamé le travail. Un projet de stratégie de poursuite est en voie de finalisation par les magistrats de la Cour », a-t-elle expliqué, en ajoutant que les enquêtes proprement dites pourraient démarrer avant la fin de l'année.

Concernant la réforme du secteur de la justice, cette haute responsable a précisé que la MINUSCA concentre son action sur l'indépendance et l'efficacité des institutions judiciaires nationales et sur leur présence effective sur tout le territoire. « La Mission fournit ainsi un appui technique constant aux magistrats, greffiers et personnels judiciaires, organise des activités de renforcement de leurs capacités et soutient la reprise des sessions criminelles à Bangui et à Bouar depuis 2015 », a indiqué la Représentante spéciale adjointe, en rappelant aussi l'appui à la réforme du système pénitentiaire avec le travail entre la MINUSCA, le PNUD et le Gouvernement pour le recrutement et la formation de 300 personnels pénitentiaires civils, dont 150 ont déjà été recrutés.

« Le pilier coordonne également les appuis que la Mission apporte au Gouvernement en matière de dialogue et de réconciliation communautaire en faveur des acteurs locaux de paix », a souligné la Représentante spéciale adjointe. « Ce travail a contribué à l'arrêt de violences dans plusieurs localités et à la résolution pacifique de conflits intercommunautaires avec la signature d'accords locaux de paix dans plusieurs villes du pays, parmi lesquelles Bangui, Bouar, Bria, Bangassou, Birao Batangafo, Zemio, Markounda et Kouki. Ces efforts ont abouti à la création d'un vaste réseau d'environ 2.500 civils dans les 16 préfectures du pays qui œuvrent pour la paix avec notre appui et celui des autorités locales ».

Selon cette haute responsable, une grande partie des activités de dialogue communautaire, de réconciliation et de protection des civils se fait grâce à la mobilisation de personnels centrafricains de la MINUSCA, à savoir les assistants de liaison communautaire (de la section des Affaires Civiles) présents dans 12 bureaux de terrain et 35 bases militaires. « Par leur proximité avec les communautés, leur compréhension des dynamiques locales et des dialectes locaux et par leur large présence sur le territoire centrafricain, nos collègues centrafricains contribuent grandement à l'appui de la MINUSCA en matière de dialogue communautaire, de réconciliation et de protection des civils ».

Mission (civile, militaire et police) et les agences, fonds et programmes des Nations-Unies en RCA pour veiller à l'efficacité de nos interventions pour construire la paix, sauver des vies et aider les populations à retrouver une vie normale. Notre objectif est de créer les conditions pour que les communautés se sentent en sécurité, génèrent leurs propres revenus, envoient leurs enfants à l'école, se soignent s'ils tombent malades et obtiennent justice s'ils se sentent lésés.

Lors de la conférence de presse, la Représentante spéciale adjointe, qui occupe également les fonctions de Coordonnateur Résident, Coordonnateur Humanitaire et Représentant Résident du PNUD, a rappelé certaines de ses responsabilités notamment comme co-président du pilier « paix, sécurité et réconciliation nationale » du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RPCPA), le cadre national de référence de sortie de crise auquel le gouvernement et les partenaires internationaux se sont engagés.

La Représentante spéciale adjointe a conclu ses propos en remerciant les partenaires techniques et financiers de la RCA et l'ensemble de la Communauté internationale pour leur appui sans faille au Gouvernement centrafricain et aux Nations-Unies.